Séance publique du 21 juin 2005

Délibération n° 2005-2752

commission principale : développement économique

objet : **Convention de partenariat avec le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) - Participation financière**

service : Délégation générale au développement économique et international - Direction du foncier et de l'immobilier - Unité études

Le Conseil,

Vu le rapport du 31 mai 2005, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

La problématique du recyclage foncier urbain introduit une complexité que le gisement foncier des terrains nus n'avait pas : occupation immobilière, friches industrielles, présomption de pollution du sol, notamment quand se sont succédées, au fil du temps, des activités artisanales ou industrielles dans un contexte où la préoccupation environnementale ne se posait pas avec l'acuité qu'elle revêt aujourd'hui.

L'enjeu, pour la collectivité, est de pouvoir contribuer à la remise sur le marché des terrains en milieu urbain, en toute sécurité, en évitant l'étalement urbain et en favorisant la mixité des activités.

Ainsi, la problématique sites et sols pollués, longtemps perçue comme uniquement associée aux grands complexes industriels, se révèle devoir être prise en compte de manière de plus en plus fréquente dans les transactions foncières.

Le morcellement historique des activités industrielles sur plusieurs territoires de la Communauté urbaine, l'évolution de la législation vers une probable responsabilité du détenteur (et non plus strictement de l'exploitant), les exemples médiatisés de sites pollués mal reconvertis (école construite sur un ancien site Kodak à Vincennes) illustrent une partie des forts enjeux associés à ces reconversions.

Lors de toute transaction foncière et plus encore lors de la mise en œuvre de toute opération d'aménagement, la collectivité peut se voir confrontée à un sol plus ou moins pollué et donc à ses conséquences en terme de délais de réalisation, de surcoût et voire de remise en cause du projet.

La maîtrise de la connaissance des différents usages supportés par le foncier urbain constitue donc un enjeu fort. Pour être maîtrisée, cette connaissance doit être prise en compte le plus en amont possible de la prise de décision du lancement d'un projet ou d'une opération foncière.

Il est donc nécessaire de connaître les différents usages supportés par le foncier urbain.

L'inventaire régional déjà disponible (Basias), réalisé par le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) à la demande du ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD), se révèle incomplet pour une collectivité agissant sur des sites de la taille d'un quartier, d'un îlot ou d'une parcelle.

A titre d'exemple, le pré-inventaire mené en 2001 et 2002 par le BRGM pour le compte de la Communauté urbaine, a permis de recenser environ 500 sites sur le 3^e arrondissement de Lyon (à comparer aux 500 sites recensés dans Basias pour l'ensemble du département du Rhône).

Le BRGM, établissement public à caractère industriel et commercial, en raison de missions similaires réalisées pour le compte de l'Etat, détient un savoir-faire incontestable dans la mise en œuvre de tels inventaires ; la Communauté urbaine pourrait ainsi solliciter cet organisme pour réaliser un inventaire sur l'ensemble du territoire communautaire à l'échelle de la parcelle cadastrale.

Cette mission porterait sur :

- le dépouillement des archives,
- la localisation des sites sur carte,
- la numérisation des données,
- la saisie des données en cohérence avec Basias,
- la fourniture d'un fichier de données et d'une couche système d'information géographique (SIG) compatible avec le système informatique de la Communauté urbaine permettant de visualiser les parcelles concernées.

Le délai de réalisation de cette mission est aujourd'hui évalué à deux ans à compter de la signature de la convention de partenariat à intervenir entre la Communauté urbaine et le BRGM.

Le montant de cette mission s'élèverait à 578 000 € TTC payés de la façon suivante :

- 144 500 € TTC par le BRGM au titre de sa mission de service public,
- le solde de 433 500 € TTC, par la Communauté urbaine, étant précisé que d'autres partenaires (Ademe, Agence de l'eau, etc.) pourraient se joindre à cette opération, ce qui diminuerait d'autant la participation communautaire et qu'à ce titre des conventions particulières seront passées avec ces organismes.

Modalité de paiement :

- à la remise du premier rapport d'étape (à six mois) : 120 820 € HT, soit 144 500 € TTC,
- à la fin de la tâche 5 : 120 820 € HT, soit 144 500 € TTC,
- à la réception du rapport final de projet : 120 820 € HT, soit 144 500 € TTC ;

Vu ladite convention ;

Oùï l'avis de sa commission développement économique ;

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à signer une convention de partenariat avec le BRGM d'une durée de 24 mois et, s'il y a lieu, les conventions à intervenir avec les partenaires financeurs.

2° - Approuve le versement d'une participation d'un montant maximal de 433 500 € TTC.

3° - Les dépenses seront prélevées sur les crédits à inscrire au budget primitif de la Communauté urbaine - pour 289 000 € sur l'exercice 2006 et 144 500 € sur l'exercice 2007 - compte 617 300.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,